



Baromètre Citoyen de la Paix, la Sécurité et les Droits de l'Homme

Numéro 08, octobre 2025

Réalisé et produit par la Coalition Pamoja kwa Amani.

Pendant que les différents processus de paix continuent à patauger à Doha comme à Washington, la situation sécuritaire, socio-économique et humanitaire sur terrain à l'Est de la République Démocratique du Congo se dégrade du jour au lendemain et s'approche de l'apocalypse. L'heure est grave et il faut agir pour sauver ce qui peut encore l'être !

Les affrontements entre les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), leurs alliés wazalendo et les rebelles de l'AFC-M23 soutenus par le Rwanda ont repris sur presque toutes les lignes de front et l'escalade est *crescendo*. Des bombardements et des attaques au sol se multiplient de plus en plus de la part des FARDC qui, depuis quelques semaines, utilisent presque au quotidien leurs drones CH-4 et de fois des avions de combat Sukhoi pour pilonner les positions et sites stratégiques des rebelles.

Et au même moment, et comme toujours, c'est la population innocente qui en souffre de manière indescrivable. Des dizaines de milliers de citoyens sont obligés chaque jour de quitter leurs villages pour fuir les affrontements et se retrouvent dans des conditions inhumaines à la merci des intempéries et sans assistance humanitaire. Les enfants, les personnes du troisième âge, les femmes et les personnes vivant avec handicap sont le plus durement frappées par les conséquences de ces violences dont la raison d'être contraste, malheureusement, avec les processus précités dont le déroulement devrait plutôt favoriser leur fin, mais hélas, c'est au pire qu'on assiste !

Et comme nous le disons toujours, ces conflits armés sont aussi bel et bien motivés par la recherche des ressources naturelles, les belligérants cherchant à avoir la main mise sur des sites miniers afin de continuer à financer leurs funestes entreprises au prix du sang des Congolaises et Congolais.

Dans ce numéro, en plus des aspects liés aux incidents à la paix et aux violations des droits humains, nous revenons sur un des sites miniers qui fait couler beaucoup d'encre et de salive actuellement dans la Province du Sud-Kivu, celui de LOMERA à Luhihi dans le Territoire de Kabare. Et dans chacun de ses prochains numéros Pamoja kwa Amani reviendra sur la problématique de la guerre à l'Est en lien étroit avec le contrôle et l'exploitation des ressources minérales.

Nous revenons également dans ce long numéro sur d'autres questions, notamment la nébuleuse "wazalendo", les crimes et violations des droits humains, le bombardement de l'usine de Twangiza, la balkanisation qui poursuit son bonhomme de chemin sous l'AFC-M23, les déceptions légitimes des communautés locales suite à la léthargie de

différents processus de paix. Ce numéro se termine par un appel des communautés locales de l'Est à l'endroit du Président Donald Trump, le Président de la Paix pour son implication dans le dénouement de cette crise qui n'a que fait trop durer.

(i) A Luhihi, l'AFC-M23 ferme le site minier de LOMERA pour des mobiles aussi flous et inquiétants...

Lomera, réputé pour sa production d'or, se trouve aujourd'hui à l'arrêt. La Coalition Pamoja kwa Amani, C-PKA en sigle, est particulièrement très préoccupée par la situation qui prévaut actuellement dans ce site minier situé à une trentaine de kilomètre au Nord de la Ville de Bukavu, capitale du Sud-Kivu.

En date du 30 août 2025, les autorités de l'AFC-M23 ont décidé de la suspension de toutes les activités dans le site minier de Luhihi. Tous les occupants dudit site, à savoir les creuseurs artisanaux, les commerçants venus de Bukavu, Goma, Birava, Kavumu, Katana, Idjwi ont été sommés de quitter sans préavis le site sous contrainte armée des hommes de la rébellion de l'AFC-M23. Plus de 30.000 personnes dépendant des activités dans ce site se retrouvent aujourd'hui désesparées et totalement démunies. De très nombreuses familles ont vu leurs économies fortement affectées par cette décision que plusieurs qualifient de contre-productive et d'inopportune en ce temps de guerre où l'économie est déjà paralysée dans les zones sous occupation dans lesquelles il n'y a ni activités bancaires ni de liaisons faciles avec d'autres coins de la République.

Des creuseurs artisanaux de l'or, des commerçants et habitants de cette entité ont brusquement vu leurs économies s'effondrer, la vie s'arrêter après interdiction stricte d'accéder au site sans qu'ils n'aient même pas été avisés au préalable pour des dispositions y relatives. Des investissements, des productions, des dettes, des machines, des outils de travail et puits d'or ont été abandonnés sans le gré de leurs propriétaires, mesure qu'ils jugent de suicidaire car, depuis lors, ils n'ont aucun écho favorable de la part des maîtres rebelles qui, pourtant, avaient promis de rouvrir le site quelques jours après.

Le C – PKA s'inquiète, déplore et regrette que le seul site dont les activités économiques alimentaient encore la ville de Bukavu et ses environs avec la circulation de l'argent liquide, qui faisait vivre encore une majeure partie de la population et qui était considéré comme seul refuge des milliers de personnes en chômage se voit subitement frappé d'arrêt de ses activités pendant une durée aussi longue sans que l'auteur et responsable ne soit dignement conscient des conséquences néfastes qui en découlent. Depuis lors, des milliers de familles vivent le pire désastre ; l'insécurité dans le site et ses environs ne cesse de monter d'un cran. Empêcher et interdire à la population déjà fragile de vivre de ses propres débrouillardises quotidiennes, est-ce cela une libération ?

Depuis sa fermeture, une vingtaine de personnes sont déjà exécutées par des porteurs d'armes, des soulèvements populaires manifestés, conduisant aux cas de justice populaire. Les droits humains piétinés et bafoués. Des personnes voulant forcer leur accès dans le site pour récupérer leurs biens, y sont inhumainement traitées par des militaires de l'AFC-M23 commis à la garde du site. Ils arrêtent arbitrairement les gens,

principalement les jeunes dont certains sont même enrôlés de force dans leur mouvement armé ; et en cas de refus d'obtempérer, ils n'hésitent pas de tirer à bout portant. Nous avons noté depuis la fermeture du site une vingtaine de cas d'arrestation de jeunes rodant autour du site et leur enrôlement forcé au sein de la rébellion. Il a été aussi noté l'exécution sommaire de sept autres.

Par ailleurs, plusieurs sources confirment la recrudescence de l'insécurité dans le Territoire de Kabare et la ville de Bukavu causée par certains jeunes non encadrés jadis vivant des retombées de l'exploitation du site de Luhihi. L'on signale également une montée accrue du vagabondage des jeunes et des enfants dont les parents vivaient des activités minières et qui ont été dès lors contraints d'abandonner le chemin de l'école par manque de moyens pour paiement de frais scolaires ; d'autres sont devenus des enfants vivant dans la rue totalement délaissés, constituant ainsi une véritable bombe à l'immédiat comme dans l'avenir contre la stabilité et la quiétude sociales.

De manière particulière, les femmes ont été durement frappées par cette décision surprenante de l'AFC-M23. Nombreuses d'entre elles avaient contracté des dettes pour aller ouvrir des activités commerciales dans le site minier de Luhihi, dont de petits restaurants, de petits bistrot, etc. afin de subvenir aux besoins vitaux de leurs familles en ce moment où le chômage fait rage dans les zones sous occupation et les hommes sont devenus de véritables parasites vivant totalement grâce à l'ingéniosité et esprit entrepreneurial de leurs femmes. La cinquantaine de femmes rencontrées par C-PKA sont toutes allées dans ce sens et ont dit ne pas comprendre la décision des autorités, *« ces autorités qui disent être venues libérer le peuple, comment peuvent-elles sacrifier toute cette masse juste pour qu'elles se livrent eux seuls à l'exploitation minière dans le site afin de se mettre pleines les poches »*, s'indigne, l'une d'elles qui avait déjà ouvert un petit bistrot sur place.

Le site Lomera est – il vendu ou exploité par le M23 à ce jour ?

Certaines sources parlent de l'expropriation du site par la rébellion afin d'en tirer un gain considérable pour renflouer l'économie de sa guerre. D'autres mijotent la vente de ce site à une société étrangère qui va bientôt y commencer ses activités au grand damne de la population déjà meurtrie et appauvrie par une guerre dont elle n'est pas demanderesse. D'autres encore gardent espoir sur la réouverture volontaire du site par les autorités de l'AFC – M23.

En attendant, nos sources sur place affirment que des visites du site par des potentiels investisseurs, dont des Chinois et des Rwandais ont été observées. Elles renseignent même qu'il y aurait des exploitants qui y accèdent et travaillent pour les responsables civils et militaires de l'AFC-M23 dont les éléments lourdement armés assurent la protection du site.

Dans tous les cas, c'est la population qui continue à souffrir et les nouveaux maîtres ne se soucient en rien de la souffrance de la population, tout ce qui compte pour eux c'est leur intérêt, c'est avoir l'argent par tous les moyens afin de s'enrichir et de financer leur entreprise guerrière.

Recommandations de Pamoja kwa Amani :

Que les autorités de l'AFC-M23 puissent :

- 1) Autoriser la reprise des activités dans le site de Lomera pour atténuer tant soit peu la souffrance et la misère de la population locale et de toute la main d'œuvre qui avait déjà trouvé un moyen de subsistance à Lomera, et
- 2) Prendre aussi des mesures afin de renforcer la sécurité sur le site pour éviter de nouvelles confrontations et des cas d'accidents mortels comme des éboulements ayant causé la mort de plusieurs creuseurs artisanaux par le passé.
- 3) Nous attirons également l'attention des consommateurs finaux qui achètent l'or provenant de Lomera sur le fait que cette exploitation ne respecte en rien le devoir de diligence de l'OECD.

Il n'y a qu'à Lomera /Luhiri où l'on exploite les minerais dans les zones actuellement sous contrôle de l'AFC-M23. Les deux Provinces du Kivu regorgent plusieurs sites d'où sont extraits différents minerais comme de l'or, la cassitérite, le coltan, la tourmaline et bien d'autres types de pierres précieuses. Et les zones actuellement contrôlées par la rébellion, on en retrouve plusieurs. De Rubaya –Numbi –Lumbishi –Kalimbi (Kalehe-Nyabibwe) –Walungu –Luhwinja (Twangiza) – Kaniola à Nzibira...le l'AFC-M23 poursuit son avancée avec attention particulière sur des sites miniers où ils y concentrent plusieurs forces. Et sur le terrain tout laisse présager qu'il ne compte pas s'arrêter là d'où ses actuelles offensives vers Shabunda et Mwenga, deux territoires très riches en minerais stratégiques.

Quid dans les autres sites sous contrôle de la rébellion ?

Pamoja kwa Amani compte y revenir avec force et détails dans ses prochains numéros. Mais, d'ores et déjà, il est clairement établi que les minerais restent l'une des principales motivations à la base de toutes ces guerres. Il est temps pour le monde de prendre des mesures qui s'imposent afin de pallier à cette situation en renforçant le contrôle sur les chaînes d'approvisionnement et d'écoulement des minerais à l'échelle mondiale. Les minerais et les richesses de la RD Congo ne devraient plus être la cause du malheur du peuple congolais, bien au contraire, ils devraient contribuer à son développement, au développement de toute la sous-région des grands-lacs.

(ii) *Les négociations pataugent, la guerre elle, est totale sur les lignes de front...*

Alors que les deux parties venaient de signer le mécanisme de suivi et de surveillance du cessez-le-feu le 14 octobre à Doha au Qatar, d'une part, et que, de l'autre, il s'est tenu à Washington la troisième réunion du Mécanisme conjoint de Coordination de Sécurité (JSCM) afin de faire progresser la mise en œuvre de l'accord de Paix de Washington du 27 juin dernier, sur le terrain la guerre est totale.

Quelques heures après la signature du mécanisme de surveillance du cessez-le-feu à Doha, les deux parties se sont violemment affrontées sur plusieurs lignes de front notamment dans les Territoires de Walikale, Masisi, Lubero, au Nord-Kivu ; Walungu et Kabare au Sud-Kivu.

Rien que pendant les deux dernières semaines d'octobre, **PKA a dénombré 27 violations flagrantes du cessez-le-feu par tous les belligérants**. C'est presque chaque jour qu'il y a des affrontements signalés çà et là au Nord-Kivu comme au Sud-Kivu : Businga, Irhaga, Bwenda, Chiyanja dans le Territoire de Walungu au Sud-Kivu ; Kalembe en Territoire de Masisi au Nord-Kivu, Nyarushamba (Masisi), Kashebere (Walikale), Ihula (Walikale) avec des déplacements massifs des populations vers Katobi, Kalonge, Mayenge et Kalembe et d'autres dans la brousse, dans le Lubero et même dans le Nyiragongo près de Goma où des embuscades sont régulièrement tendues par les combattants wazalendo et Fdlr contre les positions et convoies de l'AFC-M23 et vice-versa.

Des affrontements sont aussi presque quotidiennement signalés dans plusieurs villages du Territoire de Kabare au Sud-Kivu notamment dans et autour du Parc National Kahuzi Biega (PNKB) où des factions de wazalendo tendent des embuscades et mènent des attaques contre les positions de l'AFC-M23. Le PNKB, patrimoine mondial, est en train de devenir la plaque tournante des groupes armés, dont les wazalendo. Ce Parc est ainsi sérieusement menacé étant donné que la présence de tous ces groupes armés ne va pas contribuer à sa sauvegarde, bien au contraire, à sa destruction. Tous ces groupes armés qui font du PNKB leur terroir se livrent à des pratiques destructives de ce patrimoine de l'humanité, notamment par l'abattage des arbres en vue de la production de la braise, l'exploitation artisanale et désordonnée des ressources naturelles polluant l'environnement, la chasse des espèces animales sauvages pourtant protégées sont abattues pour servir de nourritures aux membres des groupes armés.

D'où notre appel à démilitariser le PNKB comme aussi son jumeau du Nord-Kivu, le Parc national de Virunga. Ces patrimoines de l'humanité méritent protection pour le bien de l'humanité toute entière, les générations présentes et celles à venir.

L'usine de Twangiza Mining plusieurs fois bombardée...

Depuis le 13 octobre, plusieurs bombardements ont visé l'usine d'exploitation de l'or de Twangiza située dans le Territoire de Mwenga au Sud-Kivu. Les FARDC utilisent leurs drones CH-4 ainsi que des avions de chasse pour mettre cette usine hors d'usage.

Il ressort clairement que le Gouvernement ne voudrait pas voir la rébellion de l'AFC-M23 se constituer encore des moyens financiers grâce à la poursuite de l'exploitation de l'usine de Twangiza. Ce qui explique l'ampleur de frappes utilisées, ciblant et détruisant les installations, notamment les infrastructures de production et alimentation en électricité, les réserves de carburant et d'autres machines stratégiques servant à la production de l'or dans cette usine.

De son côté, l'AFC-M23 dénonce et condamne ces attaques de Twangiza les qualifiant de crimes de guerre étant entendu que cette usine n'est en rien une cible militaire ; bien au contraire, c'est un investissement réalisé pour contribuer au développement du pays.

Il sied de préciser que c'est depuis mai 2025 que le site de Twangiza est passé sous contrôle de la rébellion de l'AFC-M23. Dès lors, certains travailleurs avaient quitté ledit

site et d'autres y sont toujours. Les nouveaux maîtres dont on connaît le désir exagéré des minerais ne pouvaient en aucune manière laisser cette manne sans en profiter au maximum. Ainsi, ils ont continué à faire marcher l'usine et à se procurer plusieurs centaines de kilos d'or représentant une valeur de plusieurs dizaines de millions de dollars.

Kinshasa l'ayant appris, et voulant affaiblir son adversaire en lui coupant toute source de financement, a jugé bon de bombarder carrément l'usine quitte à gérer les conséquences de Droit avec les propriétaires de la mine de Twangiza après.

(iii) L'insécurité se porte très bien et les droits humains toujours bafoués...

La situation sécuritaire demeure très précaire dans la Province du Sud – Kivu. Des affrontements, des guerres, des attaques, des tueries, des corps sans vie ramassés, des enlèvements, des braquages, des cas de justice populaire, des pillages sont toujours enregistrés au jour le jour.

Rien que pour le Sud-Kivu pour le mois d'octobre, La Coalition Pamoja Kwa Amani a enregistré le bilan suivant tel que repris dans le tableau ci-dessous :

Entités	Tueries	Justice Populaire	Enlèvement /disparition	Braquages	Corps sans vie	Attaques
Bukavu	15	3	76	5	13	20
Kabare	18	8	34	2	16	11
Kalehe	10	10	19	1	6	9
Idjwi	2	0	1	2	0	1
Mwenga	10	3	15	13	5	8
Shabunda	1	0	3	4	6	6
Uvira	11	2	17	7	3	15
Uvira ville	5	0	6	2	2	13
Kamituga	10	1	4	5	4	7
Fizi	13	3	20	0	5	12
Total	95	30	195	41	60	111

A la lumière de ce tableau, il ressort un bilan de 95 personnes tuées et 60 corps sans vie qui fait un total de 155 personnes ayant perdu la vie à la suite de l'insécurité et violations des droits humains, dont celui à la vie dans la Province du Sud – Kivu.

Le territoire de Kabare vient en tête avec 34 cas dont 18 cas de tuerie et 16 cas de corps sans vie ramassés, notamment en raison de la recrudescence de l'activisme des groupes armés dits de Wazalendo et des affrontements récurrents entre ces factions et les troupes du M23 ; à titre illustratif pour Kabare, rien qu'au courant de la dernière semaine d'octobre le groupement de Mumosho a connu à lui seul 5 morts, dont le couple du révérend Pasteur Baduda Bongwa Zozo assassiné chez lui à Mumosho centre le soir du vendredi 24 Octobre 2025 à 19h alors que Mumosho est sous contrôle de l'AFC- M23. Après des attaques des wazalendo les éléments du M23 se livrent le plus souvent à des opérations de représailles où des jeunes gens sont interpellés,

torturés, tués à bout portant et d'autres enrôlés de force au sein de leurs unités combattantes.

Kabare est suivie par la ville de Bukavu qui connaît une petite amélioration avec 19 cas dont 11 de tuerie et 8 de corps sans vie. Le territoire de Fizi vient après avec 18 cas dont 13 de tuerie et 5 corps sans vie ramassés ; pour Fizi, Uvira et Mwenga les statistiques doivent certainement être plus élevées notamment dans les hauts et moyens plateaux où les affrontements sont presque journaliers et les communautés vivent à couteaux tirés, des zones difficilement accessibles même par voie téléphonique. Le nombre de cas de justice populaire notamment dans la ville de Bukavu est en constante baisse suite aux sensibilisations menées par PkA et ses organisations membres.

Pour ce qui est du respect des droits de l'Homme, Pamoja kwa Amani note que ces derniers continuent d'être violés par tous les belligérants tant du côté des FARDC et leurs alliés wazalendo que de celui de l'AFC-M23 et son soutien, le Rwanda.

Notons que l'AFC-M23 organise régulièrement des opérations de bouclage dans plusieurs quartiers chauds de Goma et Bukavu pour traquer les criminels et des potentiels éléments de groupes wazalendo. A l'issue de ces bouclages, plusieurs jeunes sont interpellés et amenés dans des cachots tenus ce mouvement. Certains sont relâchés après interrogatoires et moyennant paiement des sommes d'argent, d'autres par contre sont tout simplement et purement acheminés dans leurs centres de formation militaire.

(iv) Les Wazalendo, cette autre guerre qui risque d'être plus dévastatrice que l'actuelle...

Pamoja kwa Amani est revenu à plusieurs reprises sur les dangers et risques que représentent la prolifération des groupes dit de wazalendo un peu partout, notamment au Nord et au Sud-Kivu. Avant la reprise de la guerre par les rebelles du M23 en novembre 2021 la RDC était sur une bonne lancée s'agissant de l'éradication des groupes armés nationaux, notamment via le Programme National de Désarmement et Démobilisation (PDRSS) et le processus dit de Nairobi placé sous la médiation de l'ancien Président kenyan Uhuru Kenyatta. Avec le processus de Nairobi tous les groupes armés nationaux devraient être démantelés et leurs membres réintégrés dans la vie civile.

Mais, avec la reprise de la guerre par le M23 et la mobilisation générale décrétée par le Gouvernement de la République ayant fait appel à toutes les forces d'auto-défense locale à se joindre aux FARDC afin de combattre les rebelles et leur soutien du Rwanda, la situation est redevenue plus inquiétante encore.

Aujourd'hui, le phénomène dit "wazalendo" constitue une véritable épine et risquerait de plonger l'Est de la RDC dans une autre spirale de violence aussi chaotique que celle que nous vivons aujourd'hui. Dans tous les coins et recoins de l'Est au Nord-Kivu, au Sud-Kivu et au Maniema on assiste à une floraison inquiétante de groupes locaux porteurs d'armes et qui se disent être des "wazalendo". Le désordre total qui règne dans ce secteur est plus qu'inquiétant et risque de générer un autre chaos sécuritaire complexe. Même le Gouvernement de la République qui soutient ces wazalendo et qui les arme, n'est pas en mesure aujourd'hui de dire avec précision combien sont-ils et

comment sont-ils organisés et de quelle chaîne de commandement dépendent-ils. Il suffit ce jour de se regrouper dans un petit groupe de 10 à 20 personnes et détenir quelques armes à feu pour se revendiquer "wazalendo" et se doter illégalement, illégitimement voire irrégulièrement des titres d'officiers, dont des généraux. Actuellement on en dénombre plus de 65 généraux autoproclamés au sein de différentes factions de Wazalendo.

Plus inquiétant, de nombreux petits enfants se retrouvent au sein de différentes fractions de wazalendo en violation flagrante des instruments juridiques internationaux qui protègent les enfants en interdisant tout recrutement d'enfants dans des groupes armés. Pamoja kwa Amani alerte donc sur cette situation et invite les parties prenantes ainsi que la communauté internationale à prendre des mesures sévères contre tous les groupes armés qui recrutent des enfants dans leurs rangs.

C-PKA déplore aussi la commission de plusieurs crimes et autres violations graves des droits humains par plusieurs éléments de différentes factions de Wazalendo dans les entités où ils opèrent. Tortures, arrestations arbitraires, flagellation en public, notamment des femmes, des meurtres, des disparitions forcées, des violences sexuelles et celles basées sur le genre sont autant de graves violations imputables actuellement à plusieurs factions de wazalendo.

Le "wazalendo" est devenu aujourd'hui un fourre-tout où mêmes des criminels de grand chemin ont la possibilité de se regrouper et se déclarer être des wazalendo et se livrer à des activités criminelles, dont des extorsions, pillages, viols, tueries et autres enlèvements. Le cas le plus consternant est celui vécu le 19 octobre à Katana en territoire de Kabare où des éléments se définissant comme des wazalendo ont fait irruption dans une église locale et ont pris un habitant bien connu du milieu, Mr. Antoine KARUMBA, l'ont acheminé dans la brousse, torturé et sauvagement tué par ses bourreaux dont des enfants mineurs selon les images et vidéos filmées et relayées par ces wazalendo, un véritable crime de guerre imprescriptible ; sa famille n'a même pas eu accès à son corps pour une inhumation digne. Ce cas est venu remettre sur la sellette cette nébuleuse de "wazalendo".

Pamoja kwa Amani tire encore une fois la sonnette d'alarme afin que cesse cette distribution incontrôlée d'armes aux groupes non officiels et non structurels.

Que le Gouvernement de la République assume ses responsabilités en assumant toutes ses obligations régaliennes et qu'il prenne des mesures urgentes pour freiner cette hémorragie en organisant correctement la Reserve Armée pour la Défense de la Patrie conformément aux lois de la République.

Que les enquêtes soient diligentées de manière indépendante pour établir les responsabilités de tous les crimes actuellement commis par des inciviques se déclarant être des wazalendo.

Appel pressant au Président Donald Trump des USA

Dans cette escalade de violence, Pamoja kwa Amani note que les belligérants plus ils signent des accords, plus ils le violent. Aucun accord n'est jusque-là d'application sur le terrain. Les belligérants se moquent de tout le monde, ils se moquent même des

médiateurs qataris et américains qui se consacrent « bec et ongle » au dénouement de cette crise et à la recherche de la Paix.

D'où Pamoja kwa Amani recommande à l'administration du Président Donald Trump de passer à la vitesse supérieure en prenant des mesures contraignantes afin d'obliger les belligérants à respecter leurs accords et à mettre immédiatement fin à cette guerre dont la population congolaise est fortement lassée et dont le bilan humain dépasse tout entendement.

Sans de fortes pressions et connaissant le degré d'extrémisme qui caractérise les différents belligérants, le Président Trump, les autorités du Qatar seront roulées dans la farine et leur image en sortirait fortement ternie. Seule la pression, les menaces et les sanctions pourraient faire bouger les lignes ; sans cela, ces négociations seront assimilables à du tourisme ou une perte inutile de temps de la part des autorités américaines et qataries en qui le peuple meurtri du Kivu avait déjà placé toute sa confiance pour un retour de la paix.

Un appel pressant est ainsi adressé au Président Donald Trump, le « **Président de la Paix** », pour qu'il s'implique personnellement et avec beaucoup de détermination dans la crise qui secoue la sous-région des grands-lacs et l'Est de la RDC depuis plus de trois décennies. Qu'il en fasse une affaire personnelle comme ce qu'il fait actuellement avec la question de Gaza au Moyen orient. Le peuple congolais lui sera très reconnaissant de génération en génération.

Le « Président de la Paix » est aujourd'hui le seul qui peut mettre fin à ces décennies de guerre et à ramener la paix à l'Est de la RDC et dans toute la sous-région des grands lacs. Pour les communautés locales de l'Est de la RDC, sans pression directe des États-Unis et de son Président, la Paix va demeurer un leurre.

Pamoja kwa Amani tient à relever que le non-respect des accords de paix et du cessez-le-feu est la conséquence logique d'absence des mesures contraignantes et de la faiblesse de la justice internationale qui peine à sanctionner les seigneurs de guerres.

(v) Les spectres de la balkanisation toujours présents à l'Est de la RD Congo

Pendant que les différents processus de paix piétinent et que sur terrain les affrontements reprennent sur toutes les lignes de front, dans la partie contrôlée par l'AFC-M23, ce mouvement poursuit sans désespérer avec sa politique d'autonomisation administrative et politique de l'espace qu'il contrôle au Nord-Kivu et au Sud-Kivu.

L'introduction par l'AFC-M23 d'un visa dans les zones sous son contrôle constitue un autre pas franchi dans la périlleuse marche vers la balkanisation du pays. Par cette décision, l'Alliance des Forces du Changement (AFC/M23) impose désormais un visa obligatoire pour tout étranger souhaitant accéder aux territoires qu'elle occupe à l'Est de la RDC. Selon Bertrand Bisimwa, coordinateur adjoint du mouvement, seuls les visas délivrés par l'AFC-M23 seront désormais reconnus, rejetant ceux émis par Kinshasa après février 2025.

Il faut signaler que le Mouvement rebelle assure déjà la gestion administrative et politique des larges portions de terre dans les deux provinces du Kivu à l'Est de la RDC. Ils y ont nommé des autorités politico-administratives, dont des Gouverneurs des Provinces, des maires, des administrateurs de territoires, des Bourgmestres de Communes. Ces autorités administratives exercent tous les pouvoirs, dont celui de délivrance des actes de l'état de civil (mariage, naissance, décès, nationalité, documents migratoires et autres).

Précisons que le Mouvement AFC-M23 se maintient et poursuit sa guerre grâce à l'exploitation illicite des minerais, la collecte des taxes au bouts des fusils ainsi que par le contrôle des postes frontaliers notamment avec le Rwanda et l'Uganda.

(vi) Des nouvelles de Pamoja kwa Amani

- **Bologne en Italie, ce 18 Octobre 2025 à Bologne en Italie, il a été décerné le Prix International pour les Droits humains "Daniele Po", XVIIe Edition, a Me Marie Rose Néné Bintu Iragi MUDEKEREZA.**

Ce prix représente une reconnaissance tangible de l'engagement exceptionnel dont elle fait preuve dans la. Défense des droits fondamentaux et la promotion de la Paix. Le Prix International Daniele Po crée en 2007, récompense chaque année une femme ou une organisation qui se distingue, au niveau national ou international, par la défense inconditionnelle des droits humains et la promotion des valeurs essentielles a une civilisation de Paix.

Pamoja kwa Amani exprime toutes ses chaleureuses félicitations à la Lauréate qui est l'un des membres de notre Coalition et qui assure actuellement les fonctions de Modératrice adjointe de Pamoja kwa Amani.

- **Pamoja kwa Amani salue la nomination par le président du Conseil des droits de l'homme, l'ambassadeur Jürg Lauber de trois membres de la Commission d'enquête indépendante sur la situation des droits de l'homme dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu.**

Il s'agit d'Arnauld Akodjenou (Bénin), Maxine Marcus (Allemagne/États-Unis) et Clément Nyaletsossi Voule (Togo).

Créée par la résolution S-37/1 du 7 février 2025, la Commission est chargée d'enquêter sur les violations présumées des droits humains et du droit international humanitaire, y compris les violences sexuelles et celles visant les déplacés internes. Elle doit également identifier les personnes et entités responsables afin qu'elles répondent de leurs actes.

La première visite sur le terrain est prévue au plus tard en janvier 2026. Un rapport complet sera présenté au Conseil des droits de l'homme lors de sa soixante-quatrième session, en 2027.

Pamoja Kwa Amani dont l'un de combats a toujours été celui de la justice pour les victimes en mettant fin à l'impunité afin de décourager toute récidive de crimes, estime que ce pas franchi est très important et nécessaire en ce temps de guerre où de graves

crimes de guerre et violations des droits humains sont commis par tous les belligérants.

Pamoja kwa Amani dont les organisations membres¹ jouissent d'une large légitimité sur terrain s'engage à collaborer très étroitement avec la commission en mettant à sa disposition toute la gamme d'informations originales et bien documentée à sa portée. Aucune paix n'est possible sans justice.

Aucune solution à la crise actuelle n'est possible sans la justice et l'inclusion des communautés locales.

- Pamoja kwa Amani² lance un appel à soutien pour la poursuite de son travail et l'atteinte de ses objectifs. Les organisations intéressées par son travail et son approche qui sont innovants peuvent entrer en contact avec la Coalition par mail : pamojakwaamanioscrdc@gmail.com.

***Pamoja Tujenge Amani !
Together, let's build peace
Ensemble construisons la Paix.***

Contact Presse:

www.pamojakwaamani.org / pamojakwaamanioscrdc@gmail.com
+243998893542 / +243 859170689/+243970887677 /+243824220495

¹ **Organisations membres du C-PKA** : Action Kesho Congo, Action pour le Bien-être de la femme et de l'enfant au Congo, ABFEC – Action Congo asbl ; Action Solidaire pour le Développement Endogène et la Paix, ASODEP ; Amani na Tumaini Kwetu, ATK, asbl, Association des Femmes des Médias, AFEM ; Célébrons le Courage de la Femme, CCF ; Le Centre d'Appui à l'Education et au Développement Communautaire, CEDECO, Collectif des Organisations des Jeunes Solidaires du Congo Kinshasa, COJESKI ; Collectif Simama Congo, COSIC ; Collectif 2250 (regroupement d'organisations des jeunes) ; Congo Handicap, CH ; Initiative pour l'Avenir Meilleur, INAM asbl (Association de promotion et la défense des droits des Personnes en situation de handicap) ; La prunelle RDC ; Mama Radio Fm ; Nouvelle Dynamique de la Société Civile, NDSCI ; Radio Maendeleo ; Réseau des Associations Congolaises des Jeunes, RACONJ ; Santé, Environnement et Bien-être pour Tous, SEBE-T ; Société Civile Forces Vives – Bureau de Coordination du Sud-Kivu, BCSC – FV ; Solidarité pour la Promotion des Femmes et Familles Indigentes, SOPFFI ; Solidarité pour le Développement et l'émergence des Communautés Pacifiques, SODECOP ; Solidarity of Women for integral development, SWID.

² Produit et réalisé par le Consortium Pamoja kwa Amani, C-PKA, le Baromètre citoyen sur la paix et la sécurité en RD Congo se veut un outil important dans la recherche et la construction de la paix en RDC. Comme ce Coq qui crie chaque matin dans nos villages, le Baromètre citoyen de PKA se veut un "lanceur d'alerte" qui tient à dire tout haut ce qui se passe sur le terrain et qui constituerait : des menaces et atteintes à la paix et à la sécurité ainsi que de graves violations des droits de l'Homme. Il se veut aussi un moyen de plaider et d'information avec un large éventail de destinataires tant du niveau local, national et international. Le Consortium Pamoja kwa Amani est un vaste regroupement d'une vingtaine d'organisations de la société civile du Nord et Sud-Kivu œuvrant pour la paix, la justice, le redressement communautaire et le vivre-ensemble.

Nous remercions PAEMA pour son soutien à la réalisation de ce numéro du Baromètre.

Grace au réseau communautaire de ses organisations membres, PKA veut faire de son Baromètre Citoyen un outil de monitoring de violation des droits de l'homme et de toutes les menaces à la paix et à la sécurité. Pour mieux accomplir cette mission Pamoja kwa Amani lance un appel à soutien de son Baromètre Citoyen à toute organisation intéressée par cette approche. Merci de nous contacter par mail : pamojakwaamanioscrdc@gmail.com

